

# Journée d'étude sur la démocratie économique

**Juin 2009**



# **Actes**



## **Face au capitalisme financiarisé, la démocratie économique – une stratégie politique transformatrice**

**Elisabeth Gauthier,**

**introduction aux travaux de la journée d'étude du 22 juin 2009**

Le capitalisme sous sa forme actuelle – le capitalisme financiarisé – est confronté à une crise globale profonde.

En prise avec une crise sans précédent depuis des décennies, partout dans le monde les élites en appellent à l'intervention publique, politique. Le « retour de l'État » dans le champ de l'économie marque l'actualité et fait l'objet d'un intense débat. S'agit-il d'un nouveau paradigme ?

En effet, en ce début du 21<sup>e</sup> siècle, nous n'avons plus aujourd'hui affaire à « l'État social » de l'après-guerre, à l'État fordiste des 30 glorieuses où l'État cristallisait un rapport de force relativement favorable au monde du travail. L'État auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est devenu progressivement, et parallèlement avec l'émergence du capitalisme financiarisé, durant ces dernières années un « market state ». À l'opposé du dogme néolibéral qui ne confère à l'État qu'une fonction d'accompagnement de la « main invisible des marchés », l'intervention marquante des États en cette période de crise aiguë crée une nouvelle donne idéologique et politique. Un champ de contradictions nouvelles s'ouvre, qui ne peut qu'inciter les forces transformatrices à les investir et à repenser les conséquences et défis pour une stratégie émancipatrice de notre temps. Ces nouvelles réalités incitent à poser la démocratie – enjeu central de la transformation – au cœur des réalités économiques. Le concept de démocratie économique mérite d'être développé, discuté et vérifié quant à sa pertinence et portée émancipatrice.

Les prochaines années seront marquées par une confrontation de grande ampleur—peut-être explosive—autour du rôle de l'État, de son positionnement dans la confrontation de classe, du contenu de son intervention. Dans une stratégie de « socialisation » des pertes afin de stabiliser les structures dominantes, les États ont ces derniers mois mis en gage des moyens considérables—pour les États-Unis, le niveau s'élève à la moitié du PIB—et ont ainsi mis en jeu leurs recettes fiscales futures afin de sauver des titres ayant perdu leur valeur. Stiglitz, parmi d'autres, exprime l'avis que l'on aurait pu sauver les banques sans sauver les banquiers et actionnaires, mais ce n'est pas cette voie qui a été choisie.

Les sociétés seront confrontées à une rude bataille concernant les choix politiques à venir lorsqu'il s'agira d'affronter les conséquences sociales et politiques des décisions prises en tout petit comité durant les années 2008/2009. L'ampleur des secousses est encore difficile à apprécier. Mais le moment semble propice pour penser le passage vers un autre type d'économie, un autre type de développement, un autre type de production et de répartition des richesses, un autre type de pilotage de l'économie et de l'entreprise, un autre type de pouvoir.

## Alternatives

« Tant que l'économie n'est pas démocratisée, la démocratie reste incomplète et inachevée » <sup>1</sup>. La démocratie économique mérite plus que jamais d'être posée au cœur des enjeux de transformation.

Mais simultanément, l'expérience historique du mouvement ouvrier, de la gauche à ce sujet est à réinterroger. Elle nous apprend qu'un simple contrôle de l'économie sous des formes étatiques traditionnelles ne permet pas d'avancer vers cette autre démocratie pour une autre économie. Jean Lojkine met ces questions au cœur de son dernier ouvrage <sup>2</sup> lorsqu'il montre à quel point les gauches sociale-démocrate et communiste ont buté précisément sur ces enjeux.

Michael Krätke insiste sur le fait que le socialisme de Marx n'a jamais été conçu comme une affaire de l'État, encore moins comme un despotisme de la bureaucratie, mais comme une démocratie élargie, développée, permettant de dépasser le despotisme du capital. « Dans une véritable démocratie économique, l'ensemble des processus économiques sont politisés, deviennent affaire publique et affaire de tous ceux qui sont concernés, cessent d'être une affaire privée, pilotée par le pouvoir privé de personnes privées. »

<sup>3</sup> La démocratie économique ainsi conçue fera obligatoirement s'élargir et se modifier les droits citoyens.

---

<sup>1</sup> Michael Krätke, « Eine andere Demokratie für eine andere Wirtschaft. », *Widerspruch* 55/2008.

<sup>2</sup> Jean Lojkine, *La Crise des deux socialismes. Leçons théoriques, leçons politiques*, Éditions Le temps des cerises, 2008, 15 €.

<sup>3</sup> Michael Krätke, « Eine andere Demokratie für eine andere Wirtschaft. », *Widerspruch* 55/2008.

Différentes tentatives d'organiser l'économie en dehors du despotisme du capital ont émergé dans nos sociétés. Dans les pays de l'OCDE, 40 % voire plus du PIB passent par le public ainsi que le champ de l'économie sociale. Mais la logique promue très énergiquement par l'UE – la concurrence libre et non faussée – s'y impose comme dominante.

Une véritable démocratisation de l'économie suppose une démocratisation générale de la démocratie, de l'ensemble des pouvoirs et institutions, ainsi qu'une activité politique bien plus développée de la part des citoyens à tous les niveaux, dans et hors institutions, dans l'entreprise et dans la société. L'intervention publique et politique doit se développer au niveau macro-économique ainsi qu'au niveau de l'entreprise. Le développement des droits des salariés doit aller de pair avec une démocratisation et une redéfinition des objectifs des services publics, des banques, des politiques économiques nationales et européennes, des régulations internationales, avec une nouvelle répartition des richesses et par conséquent une modification des rapports de force au sein de chaque société. La démocratisation dans le champ de l'économie ne saurait se limiter à la sphère de la circulation des capitaux mais devrait viser la transformation du mode de leur accumulation.

Une véritable stratégie de démocratie économique suppose une intervention publique, politique multidimensionnelle qui chercherait à actionner tous les leviers disponibles, qui créerait des institutions nouvelles afin de faire reculer les intérêts et pouvoirs privés. Face à la crise globale et ses causes profondes, le concept de démocratie économique permet de dépasser une approche revendicative où s'additionneraient des revendications partielles, pour bâtir une approche alternative globale et en même temps concrète, ancrée dans les contradictions générées par le capitalisme contemporain. Cette approche permet de dépasser idéologiquement et politiquement la séparation entre les sphères de « l'économie » et « du politique », du privé et du public. Elle permet de penser <sup>4</sup> simultanément la démocratisation de l'économie et celle de l'État.

## **Programme complexe de démocratisation**

Le concept d'une démocratie économique se nourrit des contradictions, des phénomènes de crise de l'organisation économique capitaliste. Il peut être conçu comme une approche réellement transformatrice même si, selon certaines traditions politiques nationales, sa portée risque d'être sous-estimée dans la mesure où il serait compris comme méthode pour établir un compromis social. Ce n'est pas d'une pratique partielle et limitée qu'il est ici question, mais d'un concept visant la transformation des pouvoirs. Il s'agit de développer une nouvelle conception et pratique de démocratisation radicale face au capitalisme financiarisé et actionnaire.

---

<sup>4</sup> Notamment en appui sur la pensée de Nicos Poulantzas.

Il ne s'agit pas d'atteindre davantage de croissance économique dans le cadre des structures de rémunération et de consommation traditionnelles, mais de parvenir à un mode de vie plus soutenable sur le plan social et écologique. Ce programme complexe de démocratisation s'étend à tous les domaines: retour à une politique salariale exigeante et consolidant les bases d'une politique solidaire; taxation des revenus du capital et du patrimoine; démocratisation de l'organisation de l'entreprise; élaboration d'un nouveau type de couverture sociale universelle; rétablissement d'une économie mixte; contrôle intégral et pilotage des marchés financiers et des institutions financières internationales; retour à une régulation globale de la conjoncture économique, conception du secteur public comme vecteur de la démocratisation de l'économie et de la transformation sociale; démarchandisation des secteurs privatisés...

S'agissant de la démocratie dans le champ de l'économie, les difficultés et les obstacles apparaissent redoutables. Dans la période du capitalisme financiarisé, la puissance des actionnaires a encore augmenté d'autant plus que l'actionnariat, aujourd'hui structuré, regroupé sous différentes formes tels que des fonds d'investissement, a encore gagné en pouvoir et influence politique. Mais en même temps, il est possible de concevoir que les différentes formes de protestation ou de résistance sociale contre le capitalisme contemporain et sa dérive néolibérale puissent non seulement s'additionner, mais converger en une exigence commune de démocratisation de l'économie, en un projet visant un autre type d'économie et de pouvoirs. Dans cette optique, la démocratie économique peut être considérée comme un concept stratégique, comme un véritable vecteur pouvant favoriser un processus de transformation sociale. Les propositions concrètes alternatives sont aujourd'hui nombreuses, mais seule une vision d'ensemble, en même temps concrète et cohérente semble, de nature à pouvoir fonder une réelle offensive idéologique et politique.

Avec cette journée de travail, nous avons voulu poursuivre le travail déjà engagé par Espaces Marx et Transform! <sup>5</sup>, expérimenter. Nous avons voulu examiner – à partir de différentes expériences, secteurs d'activité (entreprise, territoires...) – la validité, la pertinence de cette approche de démocratie économique. Nous sommes heureux de nous retrouver ici, à la fois avec des militants d'entreprises, des élus locaux et régionaux, des chercheurs, des acteurs politiques, et des amis venant d'autres pays européens pour confronter nos idées et expériences. Nous vous proposons un échange d'idées en quatre temps, et de voir ensuite comment poursuivre le travail de ce chantier.

---

<sup>5</sup> Voir notre brochure « Démocratie économique, une stratégie politique transformatrice » parue dans la série « Documents d'Espaces Marx » avec des contributions de Joachim Bischoff, Daniel Bachet, Paul Sindic, Prof. Dr. Jörg Huffscheid, Marc Mangenot. Voir également les contributions de Claire Villiers et de Javier Navascués dans l'ouvrage *Démocratie participative et transformation sociale*, Paris 2008, collection Espaces Marx / Syllepse. Voir aussi des articles parus dans la revue européenne *Transform !*.



## **Compte-rendu de la journée d'étude du 22 juin sur la démocratie économique**

Le 22 Juin 2009, une journée d'étude consacrée à la démocratie économique et coorganisée par Espaces Marx, Transform ! et la Région Île-de-France s'est tenue à Paris. Des syndicalistes, des élus territoriaux, des scientifiques, des représentants de la société civile ont débattu de la démocratie économique comme alternative à la crise politique. Les travaux se sont déroulés en quatre temps :

1. Entreprise et déficit démocratique, salariés et pouvoir de décisions dans les entreprises
2. Quelles initiatives des pouvoirs publics en faveur de la démocratie économique ?
3. L'économie sociale et solidaire : une piste pour l'alternative ?
4. Face à la crise, quelles alternatives en matière de démocratie économique en Europe ?



## **Première table ronde : entreprise et déficit démocratique, salariés et pouvoir de décisions dans les entreprises**

Mireille Gueye, Gaétan Flocco, Claire Villiers et Denis Renard ont fait des présentations introductives, suivies par une riche discussion modérée par Patrick Coulon où sont intervenus Jean Lojkine, Pascal Morelli, Bernard Doray, Marc Mangenot, Sylvie Mayer, Georgia Petraki, Nadine Garcia, et Annick Jacq. Puis les quatre intervenants ont conclu. Trois thèmes ont été essentiellement discutés.

### **L'état des lieux dans les entreprises**

Plusieurs exemples ont été détaillés ou évoqués ; le cas de la compagnie d'assurance Axa (qui est pourtant un bien commun) a été analysé par Mireille Gueye, puis Gaétan Flocco a présenté les résultats d'une enquête menée en 2004-2005 auprès de cadres d'Île-de-France (mais pas chez Axa où il n'a pas eu la possibilité de pénétrer). Les cas de Dassault Aviation, du Crédit lyonnais, et d'Aventis ont été évoqués dans la discussion.

Tous ont décrit les techniques managériales, alliant augmentation de la quantité de travail à une pseudoresponsabilisation sans responsabilités des personnels, conduisant à l'individualisation, au stress, à la perte des sens et à la culpabilisation. Un mal vivre que le terme de « souffrance au travail » ne permet pas d'analyser dans sa complexité puisque « le travail détruit mais le travail construit ». Mais cette réalité soit n'est pas prise en compte – par exemple en psychiatrie où le travail est une tâche aveugle – soit, au contraire, est utilisée pour manipuler les travailleurs. Les licenciements sont non seulement une catastrophe économique pour les travailleurs mais un déni de leur dignité et de leur signification/utilité. Cette situation rend le travail syndical plus difficile.

Face à cela cependant, et en dépit d'un besoin de reconnaissance, Gaétan Flocco a montré que les cadres (qui sont pourtant actuellement la deuxième catégorie à l'ANPE) acceptent, voire accompagnent cette

politique, dans une résignation à ce qu'ils considèrent comme inévitable, sinon nécessaire.

## Des propositions

Tous les intervenants s'accordent pour penser que la démocratie est une nécessité. Mais les propositions concrètes divergent.

Pour les uns la démocratie à l'entreprise concerne les salariés de l'entreprise, qui doivent acquérir un pouvoir de décision (renforcer le rôle des CE). Pour les autres, la démocratie à l'entreprise doit aussi impliquer les usagers et les citoyens. Il s'agit en quelque sorte de partir des anciennes expériences autogestionnaires pour les enrichir et les actualiser.

Face aux difficultés rencontrées par les travailleurs dans ce domaine, la notion de sécurité professionnelle est indispensable à l'exercice de la citoyenneté dans l'entreprise, mais aussi hors de l'entreprise.

Claire Villiers a notamment insisté sur la nécessité pour les travailleurs d'être représentés en tant que tels dans les collectivités territoriales, ce qui donnerait des moyens institutionnels pour rompre avec l'idée que la démocratie s'arrête aux portes de l'entreprise. Supprimer la dichotomie démocratie sociale/démocratie politique est précisément le sens de la démocratie économique.

Il faut aussi que la politique s'empare du problème, à l'image des trois propositions de loi déposées par le PCF le 28 mai 2009.

La planification doit être à la base de la démocratie économique et s'opposer à l'actuelle planification effectuée par les seuls dirigeants d'entreprises.

Pour échapper aux diktats des banques et pouvoir mener une politique d'entreprise au service des travailleurs et des citoyens, il faut des moyens ; d'où la proposition présentée par Denis Renard d'un fonds d'investissement pour l'emploi et le développement des territoires, qui pourrait gérer de l'argent public (voire privé) et attribuer des crédits non pas selon les règles actuelles mais axées sur l'emploi ; ce fonds serait géré collégalement par des représentants des syndicats, des employeurs et des pouvoirs publics. Cette proposition a intéressé plusieurs intervenants.

## Les difficultés et les freins

L'idéologie dominante, la droite et les entreprises utilisent toutes les méthodes (y compris la démagogie) non seulement pour restreindre au maximum les droits des salariés mais aussi pour les convaincre qu'ils n'ont pas la compétence pour s'impliquer dans la politique de l'entreprise (c'est la « chape de plomb »). Les conditions mêmes du travail conduisent aussi à diminuer les possibilités des travailleurs à se sentir citoyens hors de l'entreprise.

Mais les traditions syndicales et politiques de gauche qui qualifiaient les tentatives d'autogestion de *collaboration de classe* n'ont pas toujours disparu et représentent aussi des freins.

Enfin, l'idée de faire participer les usagers a encore du mal à s'imposer. Par exemple, des régies publiques de l'eau ne comportent pas de représentants des usagers.

En conclusion, il ne s'agit pas d'attendre mais de multiplier dès maintenant les expériences qui contribueront aussi à forger de nouveaux concepts. Pour cela il faut tenter de rompre les cloisonnements de tous ordres, y compris entre les salariés, qui contribuent à freiner la montée en puissance de la volonté de démocratie économique. Cette table ronde, en permettant le croisement des regards, a commencé à y concourir.

## Deuxième table ronde : quelles initiatives des pouvoirs publics en faveur de la démocratie économique ?

Quel type de coopération avec les entreprises, les salariés et leurs représentants, les usagers ? Quels changements institutionnels en faveur de la démocratisation de l'économie ? L'entreprise et les décisions d'aménagement du territoire, comment créer des convergences ? Le rapport sciences, démocratie et innovation.

### **Annick Jacq :**

Il existe aujourd'hui des acteurs qui sont assez éloignés des espaces où les décisions se prennent. D'où l'intérêt des rencontres comme celles qui sont organisées sur la démocratie économique. Les intervenants sont des acteurs divers, chacun d'eux porteur lui-même d'expériences sociales diverses.

On parlera essentiellement de l'opération d'intérêt national (OIN) du plateau de Saclay. Le problème : le territoire a historiquement une double identité, agricole et scientifique. Mais seule cette dernière est mise en avant dans le projet. D'où des réactions. Le projet s'inscrit aussi dans la volonté de mettre des territoires en concurrence à travers la compétitivité économique.

Le territoire peut-il être un lieu d'élaboration d'une politique économique. Qui décide ? Faut-il spécialiser dans une logique de *cluster*<sup>1</sup> ou diversifier ?

Selon les textes officiels, l'OIN doit devenir un des principaux lieux d'innovation en Europe. À ce propos, que penser de l'innovation comme moteur économique privilégié ? On impose une idée qui ne peut être remise en cause et occulte des questions comme : la science et l'économie au bénéfice de qui ?

---

<sup>1</sup> Littéralement, veut dire grappe. Terme très utilisé dans le langage techno-économique en cours, pour désigner une approche où de nombreux éléments s'agrègent autour d'un axe unique.

Peut-on envisager les choses autrement? Que penser de la notion d'« économie de la connaissance la plus compétitive du monde », comme le veut la stratégie de Lisbonne, et la logique de compétition entre les territoires qu'elle implique? Peut-on accepter que l'OIN soit seulement un moyen de gagner des places dans le classement de Shanghai <sup>2</sup>?

Ces questions débordent largement celle du pouvoir des salariés au sein de l'entreprise, ou de la place des chercheurs dans les universités. Comment traiter la question des liens entre entreprises et territoires? Aujourd'hui, les entreprises sont beaucoup plus « mobiles », il faut les retenir et les empêcher de prendre l'emploi en otage. Comment construire dans ce contexte des relations entre salariés et élus pour créer des contre-pouvoirs?

### **Thomas Lamarche**

souhaite intervenir en tant qu'habitant du site et animateur de l'association Citoyens actifs et solidaires, qui milite pour la démocratie participative. Il est aussi chercheur en économie qui s'intéresse à la redistribution du capital, selon les territoires. Il habite à côté du plateau de Saclay qui a une double particularité: concentration de laboratoires, d'universités, d'écoles; secteur agricole qui se réduit. On peut donc croiser la question écologique et celle de la production du savoir.

Un constat: dans l'OIN, la démocratie est totalement absente; ce qui permet de contourner les collectivités locales tout en leur imposant une partie du financement. Les associations sont soit ignorées, soit récupérées.

Il y a mise en concurrence, notamment à travers les *plans campus*, pour développer l'enseignement supérieur *via* une logique d'industrialisation. Cependant, dire « transformer les universités en entreprises » est un peu simpliste. Il s'agit plus largement de l'imposition d'une logique managériale à travers un pilotage par les indicateurs (hôpitaux, universités, etc.). D'où la tentative de regrouper vingt-trois établissements sur le plateau: grandes écoles, universités, divers laboratoires du CNRS, avec comme premier objectif de produire de bons résultats au regard d'indicateurs définis de manière non démocratique. Il s'agit d'une nouvelle logique de gestion publique, fondée sur les recompositions et la compétition. La dimension agricole est carrément ignorée.

On joue sur la proximité, sous trois aspects: géographique (temps de transport, etc.), avec des lieux partagés; organisationnelle (dans des réseaux devant permettre de travailler ensemble; le *cluster* a donné lieu à un établissement public ayant pour objet de faire travailler ensemble); institutionnelle.

Tout cela est imposé, ce qui augure très mal de la démocratie participative. De vraies questions sont cependant posées: quel est le bon niveau de gouvernance (région, institutions locales)? Or, l'OIN ignore cela!

---

<sup>2</sup> Le classement de Shanghai (appellation commune du *Academic Ranking of World Universities*) est un classement des principales universités mondiales, établi par des chercheurs de l'université Jiao-Tong de Shanghai. Il est très contesté en France.

**Francis Belin, syndicaliste (CGT) et ingénieur :**

Les territoires ont une histoire où la démocratie a généralement été faible. Peut-on créer des activités *ex nihilo* ? Peut-être, mais cela demande du temps et des moyens. La notion de « spécialisation des territoires » renvoie à une notion libérale ancienne.

Aujourd'hui la crise peut permettre de mieux comprendre ce qui passe aujourd'hui. C'est aussi une crise liée à la difficulté de gérer l'efficacité du travail humain. D'où la nécessité de démocratiser la vie au travail. Le capital veut redéployer le travail à sa guise. Il faut cependant continuer à développer les forces productives.

Pourquoi, à cet égard, les pôles de compétitivité ne répondent-ils pas à la question ? Les chercheurs vont perdre la maîtrise de leurs travaux. Ce qui est intéressant pour la société, c'est l'efficacité de la recherche. Celle-ci n'est possible que dans un contexte où la recherche est libre et repose sur des échanges entre les chercheurs.

Pourquoi le gouvernement veut-il casser ce qui a fait la dynamique de la recherche et la rapprocher des entreprises ? C'est lié aux évolutions en profondeur du travail. Tout commence aujourd'hui dans la recherche et non pas dans la démarche empirique des entreprises.

Deux axes pour renforcer l'efficacité du travail : développer les libertés professionnelles (ce qui renvoie aux statuts et salaires) ; multiplier les représentants des salariés à tous les niveaux des instances de gouvernance.

Comment avancer ? Les droits institutionnels ne suffisent pas pour mobiliser. Il faut *créer* le besoin. Cela concerne aussi les cadres, responsables des questions dans les entreprises.

Le débat sur l'OIN doit concerner tout le monde, y compris les salariés pouvant être transférés sur le plateau.

**Nadine Garcia :**

Si les salariés d'Axa ne luttent pas, est-ce que cela doit empêcher de s'intéresser à cette entreprise ? Ils ont évidemment leur mot à dire mais ils ne sont pas seuls concernés. En somme qui est légitime pour intervenir sur Axa ? Tout le monde même si les salariés ne bougent pas, car Axa a aussi une responsabilité dans la crise.

Les assurances ont une responsabilité sociale particulière : assurer la sécurité qui est un bien public. Leur patrimoine est considérable, beaucoup venant des prélèvements obligatoires.

Pour mettre ces moyens à la disposition d'objectifs sociaux (investissements publics au lieu de la sphère financière), il faut des procédures démocratiques. Nadine Garcia n'exclut pas la question de la nationalisation pour créer un pôle public. Elle a participé à des CA de grandes entreprises et ne pense pas que cela a suffi pour lui donner un réel pouvoir. D'où la question : quel pouvoir pour les salariés, les usagers



et les élus dans un groupe comme Axa ? Il faut des instances pour réunir les trois composantes.

Les élections régionales devraient être l'occasion de faire des propositions pour casser l'emprise du capitalisme financier. Les assurances devraient par exemple contribuer au financement des politiques régionales (emploi, logement, transport, notamment).

**Daniel Brunel :**

Il est difficile de s'abstraire des conditions politiques du moment. La crise est celle du système capitaliste. Il ne faut pas confondre puissance publique (l'État, essentiellement, pour qui les questions seraient en général trop compliquées pour les « non initiés ») et pouvoirs publics.

La Région est un lieu de pouvoir. Il faut y réfléchir aux « enjeux de région ». Des choses ont été faites mais il faut de nouvelles avancées, certaines en forme de rupture, notamment au regard de la démocratie. Quand Sarkozy dit qu'il faut casser la dictature des marchés, cela ouvre aussi des opportunités.

La Région aide les entreprises, y compris les grands groupes, à travers les pôles de compétitivité. Il existe un fonds pour les aides et interventions (50 millions). Mais ce ne sont jamais que des prêts-relais avant que les PME et PMI s'adressent au secteur bancaire classique.

Daniel Brunel donne l'exemple des « contrats de compétences » imposés aux pôles de compétitivité. Que faudrait-il opposer à cela ? Comment définir l'efficacité sociale et économique tout en évitant la mono-activité et la mise en concurrence des territoires ? Cela se pose dans un cadre concret puisqu'il n'est guère possible pour les élus de demander la disparition des pôles. C'est la même chose pour les « Chartes de bonne conduite » que nous cherchons à imposer pour permettre que les financements aillent prioritairement aux PME-PMI d'une filière et non aux donneurs d'ordre.

Il existe 7 pôles en Île-de-France. La région cherche à instituer une logique inter-pôles, voire inter-régions. Le problème, c'est que les salariés ne sont présents dans aucun de ces dispositifs et de ces projets. Il existe aussi un schéma régional de développement économique où nous cherchons à favoriser un autre modèle de développement, par exemple pour l'automobile.

Donc au total, la Région fait des choses. Mais il faut des moyens d'intervention efficaces. La territorialisation des politiques en est un, à condition de trouver le bon niveau, en accord avec l'ensemble des partenaires dont les partenaires sociaux.

## **Débat**

**Marc Mangenet :**

On parle beaucoup de normes et de contraintes. Le management par les normes apparaît comme le seul possible. Comment faire autrement si tout est corseté par les normes ?

C'est l'existence des marchés et des normes qui conduit à se passer de la démocratie. D'où l'importance de la bataille idéologique sur ce thème.

**Un intervenant, expert en économie sociale,**

évoque les effets délétères de la concurrence marchande sur la science. Parler de connaissances compétitives, c'est faire des connaissances un outil au service du marché – ce qui est le contraire de la science. Comment trouver des lieux et des moments de rassemblement des travailleurs alors que tout est cloisonné ? D'où la nécessité de la démocratie économique sans laquelle la démocratie politique est infirme. Ce qui suppose de la coordination.

Les travailleurs sont aujourd'hui coupés du processus de travail lui-même. Ils doivent retrouver la maîtrise de ce processus, comme élément de la vie en société.

**Claire Villiers :**

Trois interrogations :

- qui est légitime, alors que les fonctions sont diverses dans la société ?
- on parle des usagers, des salariés, etc., comme si ces catégories n'étaient pas traversées par des différences d'opinion, voire des conflits de classe ;
- dans le village global, il ne doit y avoir ni dictature de la mondialisation, ni dictature du local. Il faut donc un débat inter-niveaux, en injectant des procédures démocratiques.

## **Troisième table ronde : l'économie sociale et solidaire : une piste pour l'alternative ?**

Pour Sylvie Mayer, l'Économie sociale et solidaire (ESS) est une démarche susceptible de promouvoir une autre façon de produire, d'échanger, de gérer et de financer. Certes, elle est menacée de l'extérieur par le traité de Lisbonne et de l'intérieur par certaines dérives mais, compte tenu des valeurs de démocratie et de transparence qu'elle porte, elle a un avenir si la structure et l'exercice du pouvoir dans les grandes structures d'ESS est modifiée, si des partenariats avec les services publics sont développés et si la délégation de pouvoir est dépassée.

Pour Daniel Le Scornet, il n'est pas évident de parler d'une piste pour l'avenir puisque l'ESS a existé dès l'origine dans le panorama économique – ce qui explique d'ailleurs la spécificité du syndicalisme français qui n'offre pas de services à ses adhérents. Dès l'origine aussi, il y a eu des tensions entre les politiques et les syndicats d'une part et les mutuelles et coopératives de production d'autre part. N'ayons donc pas le même aveuglement aujourd'hui qu'hier – mais de sens inverse – concernant l'ESS car cette dernière est souvent représentée par de grandes formes technocratiques imprégnées de l'idéologie de la concurrence et où la démocratie est à gagner. L'ESS produit par ailleurs beaucoup de travailleurs pauvres... Ce n'est donc pas la voie de sortie de la crise, au moins telle qu'elle est aujourd'hui. Il est indispensable de revenir sur une conception du mouvement social plus coopérative, plus autogestionnaire, plus démocratique et moins délégataire.

Pour Gabriel Massou, l'ESS n'est pas une piste pour l'avenir mais une réalité qui correspond à 12 % du PIB. Le Conseil régional d'Île-de-France dirigé par la gauche a fait le choix de soutenir fortement ce secteur car il se situe hors des seuls critères de rentabilité et cherche à associer des individus sur un projet : des salariés, des citoyens et des consommateurs. Le nombre des structures relevant de l'ESS s'est accru de 40 % depuis 5 ans en Île-de-France avec la crise.

Enfin Gérald Ryser, président de l'association de Scop dont fait partie le groupe *Chèques déjeuner*, rappelle l'histoire des coopératives qui ont

démarré au 19<sup>e</sup> siècle sous la forme de coopératives de production en France, de coopératives d'achat en Angleterre et de coopératives financières en Allemagne et en rappelle les règles fondamentales : un homme-une voix, le respect des conventions collectives, un éventail des salaires réduit (de 1 à 5), une durée du travail réduite, une part sociale dont la valeur ne bouge pas sous l'action de processus spéculatifs, l'absence de délocalisation de la production.

Dans le débat Claire Villiers insiste sur la nécessité de revisiter les traditions du mouvement ouvrier, de se rappeler le débat en 1943 ou 1944 sur Mutuelle ou Sécurité sociale et sur la place de l'individu et du collectif. Pour Maurice Décaillot les nouvelles façons de vivre n'apparaissent pas du jour au lendemain mais on assiste aujourd'hui à l'émergence de nouvelles pratiques de vie et de nouvelles formes d'expérience. Certes les grandes difficultés rencontrées par les scoop ont été évoquées mais il faut tenir compte de la dynamique des marchés et des oligopoles. La création d'une place d'échange équitable est un projet en cours. Pour Jean Lojkine, contrairement à ceux qui croient qu'il n'y aura pas de rupture sans propriété collective des moyens de production, il faut avoir au contraire une stratégie de conquête progressive de pouvoirs et ne pas rater le coche des expériences possibles comme en 1968. Monique Dental enfin souligne la nécessité de penser l'articulation entre la vie dans l'entreprise et la vie familiale.

## **Quatrième table ronde : face à la crise, quelles alternatives en matière de démocratie économique en Europe ?**

**Georgia Petraki** (sociologue, Grèce) :

Le milieu politique et syndical grec ne parle pas de démocratie économique. Pourtant, le problème du déficit de démocratie en matière économique est frappant. Cela tient notamment au fait que en Grèce la démocratie constitutionnelle est récente. Les conventions collectives, les syndicats libres n'existent que depuis les années 1980. Le thème de la démocratie économique—qui correspond à une approche en termes de pouvoir—est né dans les pays d'Europe occidentale, c'est-à-dire les pays les plus industrialisés. Mais les expériences circulent entre les pays. Si nos traditions et nos histoires sont différentes, nos problèmes, sur le fond, sont communs.

Comment penser la démocratie au travail aujourd'hui ? Pour que les travailleurs visent la prise du pouvoir dans l'entreprise, il faut qu'ils sachent d'abord quoi faire avec le pouvoir, qu'ils soient en mesure de gérer eux-mêmes la production. Cela suppose l'élargissement et l'approfondissement de la participation aux décisions. L'autre dimension de la démocratie économique, c'est la question du rapport des salariés à leurs représentants. Il s'agit de prendre à bras-le-corps le problème des limites du modèle syndical délégué. Il faut tendre à une modification générale de l'autorité dans l'entreprise.

La révolution informationnelle entraîne une tendance à la division du travail mais aussi à son unité. Elle permet la socialisation du savoir, ouvre l'accès au savoir pour la société civile. La circulation du savoir crée de nouveaux enjeux concernant le contrôle du savoir et de la prise de décision. L'individu aspire à la prise d'initiative, à participer davantage. La gauche doit retravailler le rapport individu/collectif.

**Javier Navascués** :

La démocratie est un processus. La lutte pour la démocratie est la lutte des dominés contre les puissants. La démocratie est donc toujours économique.

La lutte pour le suffrage universel est une lutte pour la représentation de la classe ouvrière. Les partis de la classe ouvrière sont nés de l'intrusion dans ce qui était réservé aux classes supérieures.

Plutôt que de démocratie économique on devrait parler de démocratisation de l'économie. Les marxistes oscillent entre deux discours : un sur la conquête de l'État – certes aujourd'hui on parle de socialisation et non de nationalisation mais cela reste bien flou – ; et un sur le néolibéralisme comme dépérissement de l'État. Mais ce n'est pas seulement aujourd'hui que l'État intervient pour sauver le système.

Aujourd'hui démocratiser l'économie c'est démocratiser l'État. Il faut une intrusion de la démocratie dans les décisions économiques de l'État. L'intrusion du peuple dans l'État doit transformer la structure de l'État mais ne se substitue pas à l'action des représentants du peuple.

Ainsi, à Séville, l'expérience de budget participatif permet de faire le lien entre démocratie représentative des élus et démocratie directe citoyenne pour décider et exécuter les dépenses publiques. L'autonomie de ce processus par rapport à l'État et aux partis est la mesure de la capacité transformatrice. Tout processus de démocratie participative est fait de confiance. L'État résiste et tente de domestiquer l'expression du peuple. Cela engendre des conflits avec l'État et la technocratie, les spécialistes mais le résultat est prometteur. S'adapter à la démocratie directe est un défi pour les partis politiques.

### **Klaus Dräger :**

La démocratie est une condition nécessaire, mais pas suffisante, pour aller vers une société socialiste (cf. suffrage universel ou « budget participatif » utilisés par la droite).

L'Union européenne peut, sans modifier les institutions, réguler différemment des questions liées à la crise économique et financière ; par exemple la création d'une agence publique européenne de notation, une régulation plus stricte des marchés financiers, élaborer un ambitieux plan de relance économique européen mettant l'accent sur les besoins sociaux et écologiques, etc.

Les syndicats, ONG, mouvements sociaux peuvent par divers canaux faire connaître leurs positions au niveau de l'UE. Mais tous ces processus sont seulement de nature consultative. Leurs acteurs n'ont aucune influence « institutionnelle » sur le processus de prise de décision.

Les déclarations néolibérales du Traité constituent des obstacles au développement de la démocratie économique aux niveaux de l'Union européenne et des États. L'urgence d'une révision approfondie des traités est renforcée par la crise. Un retour rapide au déficit de moins de 3 % ferait éclater l'État providence et les dépenses publiques. Le sauvetage du secteur financier et de certains secteurs industriels va à l'encontre de l'interdiction d'une aide étatique ou des règles de la « concurrence ».

La libéralisation du marché financier et les « réformes structurelles » sont à la racine de la crise et aussi un facteur facilitant la crise.

La démocratie économique au niveau européen est perçue principalement comme consistant à donner plus de pouvoirs au Parlement, aux organisations civiles de la société, à démocratiser la Commission... Mais la force pour lutter contre « l'Europe néolibérale » ne viendra pas des institutions européennes mais de la capacité de la gauche, des syndicats et des mouvements sociaux à construire un rapport de force dans leur propre État, en intégrant les grandes questions européennes. Cette approche peut permettre de dépasser les divisions de la gauche entre « fédéralisme » et « souverainisme » (qui défend les droits des travailleurs et les réalisations de l'État-providence au niveau national).

### **Annick Jacq**

souligne la capacité du capitalisme à récupérer les aspirations nées de l'économie informationnelle. Dans les faits, celle-ci renforce l'exploitation par l'individualisation, casse les collectifs, individualise l'évaluation de la performance—ce qui accroît la souffrance au travail. L'enrichissement du contenu des compétences ne s'accompagne pas de plus de démocratie.

### **Élisabeth Gauthier**

insiste sur la nécessité d'articuler local/entreprise/État/pouvoirs publics de façon totalement imbriquée. La démocratisation de l'économie nécessite de poser la question du type d'intervention de l'État. Les citoyens demandent une forte intervention du politique sur l'économie. Si la gauche n'est pas capable de faire des propositions fortes, elle laisse le terrain à la droite et aux populistes.

### **Christine Mendelsohn**

note qu'il y a changement des missions de l'État. Celui-ci a, depuis 20 ans en Europe, trois missions principales : déréguler le marché du travail, favoriser les entreprises qui sont sur son territoire, assurer la sécurité.

Que met-on en coopération en Europe pour avoir une marge de démocratie qui permette d'aller dans le sens du monde du travail ?

### **Francis Velain**

souligne l'importance du travail. L'État casse la législation du travail. Il faut libérer le travail. On gère des flux économiques mais pas le travail et les rapports concrets du salarié au travail. C'est le travail qui développe les forces productives.

### **Marc Mangenot**

souligne que la norme de liberté totale de circulation du capital est la base de toutes les règles européennes et que ce n'est possible que par la destruction du droit du travail.

Aujourd'hui, les savoirs sont plus importants mais parcellisés et cela n'entraîne pas d'amélioration de la capacité à intervenir sur le plan

démocratique. Plus une personne est spécialisée, moins elle maîtrise l'ensemble.

En conclusion,

**Chantal Delmas**

lance quelques pistes de travail à poursuivre :

Relations entre territoire/démocratie/science et démocratie

La question de l'État/la planification/les services publics

Confronter les diverses tendances du mouvement ouvrier ; courant autogestionnaire communiste, social-démocrate

Salariat, statut de salarié/démocratie économique autogestionnaire : la question du statut du salarié, qui donne une certaine forme de liberté d'action et la démocratie économique *versus* le modèle autogestionnaire d'abolition du salariat sont-ils opposés ?